

LES NOUVELLES MESURES SÉCURITAIRES JUGÉES «EXCESSIVES»

Les zones industrielles d'Arzew et de Bethioua paralysées

Les nouvelles mesures de sécurité appliquées au niveau de la grande zone industrielle de la wilaya d'Oran, au lendemain de l'attaque terroriste d'In Amenas, ne semblent toujours pas être acceptées par les travailleurs des différentes zones d'activité.

Ainsi ce lundi, ils étaient nombreux à protester par un arrêt de travail et le blocage des différents accès à leurs unités pour exprimer leur mécontentement face aux mesures de sécurité excessives qui les pénalisent.

De même qu'ils s'insurgent contre ce qu'ils qualifient «de favoritisme» envers des sociétés de transport privées et des travailleurs étrangers qui sont pris en charge en priorité.

Tous les travailleurs de ces zones GNL 1, GNL2, Jumbo CPL, GP 2 Z, GL2Z, unité de l'ammoniac ainsi que la raffinerie, au niveau d'Arzew et de Bethioua, ont observé hier un arrêt de travail devant leurs unités à l'intérieur de la zone.

«On nous oblige à marcher tous les jours presque 5 kilomètres pour accéder à la zone

où nous travaillons, le bus de la société Sotraz est sommé depuis quelques jours de ne pas nous déposer au niveau des unités où nous travaillons, le reste du chemin nous le parcourons à pied. Beaucoup arrivent en retard et se voient sanctionnés à la fin du mois».

Des travailleurs de la zone de Bethioua que nous avons joints par téléphone, nous diront : «nous ne sommes pas contre les mesures de sécurité, à condition d'y mettre les moyens et non pas nous obliger, nous les travailleurs, à subir les conséquences de ce manque de moyens en nous obligeant à nous rendre à pied jusqu'à nos unités».

Ce que ces contestataires ne comprennent pas c'est bien le fait que des entreprises de trans-



Les travailleurs s'insurgent contre le favoritisme.

port privées aient le droit d'accéder jusqu'à l'unité, de même que les travailleurs étrangers, contrairement au bus Sotraz qui est dorénavant interdit d'accès et doit faire descendre les tra-

vailleurs à plus de 5 kilomètres de la zone.

La réaction de la direction, nous diront nos interlocuteurs, est «celle d'attendre la décision en provenance d'Alger», qui est

à l'étude. Vers 15 h nous avons tenté de savoir si les travailleurs avaient mis fin à leur piquet de grève.

On apprendra qu'ils sont allés encore plus loin en refusant de quitter le lieu de leurs unités respectives, exigeant que le bus de Sotraz vienne les récupérer comme cela se faisait auparavant, faute de quoi ils refusent de quitter les lieux.

«Que ferons-nous demain (aujourd'hui) ? S'il n'y a toujours pas de mesures qui règlent nos difficultés pour accéder à notre lieu de travail, nous comptons bloquer la route Arzew-Bethioua afin que notre tutelle comprenne bien que nous ne voulons pas subir ces conditions d'accès à notre travail en pratiquant cette marche de 5 km pendant que d'autres passent devant nous dans leurs véhicules, c'est insensé et injuste !». Nous dira un technicien exerçant à Bethioua.

A.B.

LE CENTRE ROSOCHA DE BRUXELLES SE RECUEILLE DEVANT LE MARTYRE DE IN AMÉNAS ET REND HOMMAGE À L'ANP Solidarité du Front du Nord

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Ils ont été nombreux à répondre à l'appel de «Algérie plurielle» (D' Abib Moumen) pour une cérémonie de «recueillement à la mémoire des victimes de l'attaque terroriste de Tiguentourine» et aussi, rendre «hommage» aux forces spéciales de l'ANP qui ont frappé «fort» mais «juste» évitant, ainsi, une tragédie encore plus pénible et d'autres morts encore. Des associations belgo-algériennes, des personnalités de la société civile, de nombreux citoyens ont tenu à marquer de leur présence l'événement.

Ironie du sort ou histoire à répétition, Rosocha, le centre qui accueille la manifestation, est situé sur le territoire de Saint-Josse, commune bruxelloise très active au profit de l'indépendance de l'Algérie dans les années 50 et 60.

Dirigée, alors, par Guy Cudell, cette municipalité permit de sauver des griffes de la police française plusieurs responsables de la Fédération de France du FLN. Tout y était bon pour sauver les militants indépendantistes. Vrais-faux papiers, résidence «bidon», acheminement d'armes, de munitions, collecte d'argent, action de sensibilisation, information...

Lorsque le D' Moumen passe la parole à des moudjahidine, plusieurs d'entre eux se souviennent encore de la période, ils en étaient les acteurs, l'émotion est grande, intense.

M. Bounakhla, militant FLN, Fédération de France-Belgique, rescapé de la noyade d'Octobre 1961 de Paris, n'évoque pourtant pas son combat, mais celui des forces spéciales de In Aménas qui ont «permis à l'Algérie de prouver sa force, son honneur et sa résistance aux ennemis. Tous les ennemis».

Lors des débats, plusieurs intervenants passent en crible Tiguentourine, l'affaire, le drame, l'attaque terroriste. Pour Mustapha Benhalima, pétrolier qui a beaucoup travaillé sur le site de In Aménas, «la sécurité n'est pas chose aisée dans ce complexe, plusieurs paramètres rendent la protection du site difficile. Immensité désertique, relief rocaillieux difficile, isolement...»

«Il faut, relèvera-t-il, repenser sur la durée et de façon efficace le concept de sécurité et avoir en tête que, hélas, d'autres attaques du type du 16 janvier peuvent encore avoir lieu».

Les participants mettent l'accent qui «sur la fermeture des frontières avec les voisins où peuvent s'incruster les terroristes», qui sur la «vigilance populaire», qui sur «une nouvelle organisation de la sécurité des sites gaziers et pétroliers».

Le député de la Zone 4, FFS, demande la parole pour insister sur «la nécessaire ouverture démocratique du pays, seule à même de constituer un front intérieur capable d'organiser la résistance». Le représentant du parti de Aït Ahmed relève que le pays est en danger et vit une situation difficile, complexe...

La rencontre du Rosocha a été un moment fort de solidarité des Algériens de Belgique avec Tiguentourine, là-bas, au fin fond du désert, proche de la frontière avec la Libye, In Aménas.

A. M.

BABA SAYED AU FORUM D'EL MOUDJAHID :

«Les islamistes font le jeu de l'Occident»

L'Occident trouve bien son compte dans l'accession des islamistes au pouvoir, a tranché, hier, le D' Baba Sayed, lors d'un débat abrité par le forum d'El Moudjahid. La raison ? L'Occident veut l'effondrement des Etats-nations et les islamistes y œuvrent bien, a-t-il expliqué.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - D'apparence, l'axiome est valable. Il est cependant loin de relever d'une vérité incontestable.

Le conférencier Baba Sayed peut, tranchant sec dans une telle problématique, s'être rendu à une conclusion hâtive. Une conclusion qui émane et ponctue un raisonnement qui manquera sûrement de faire l'unanimité.

Dans le cas de l'Égypte, pris en exemple, Baba Sayed a noté que les islamistes sont arrivés au pouvoir par les moyens légaux, après un long processus politique et historique. Il est vrai, si l'on excepte les fraudes dénoncées par l'opposition, que les frères musulmans sont arrivés au pouvoir par les urnes, à l'Assemblée en 2005, sous Moubarak, et à la présidence après la révolution de place Tahrir. Mais là où le raisonnement de Baba Sayed prête à caution, c'est lorsqu'il dit que l'Occident, n'ayant rien à attendre des

monarchies et des dictatures, a pris d'aider les islamistes à accéder au pouvoir. «Les islamistes sont arrivés au pouvoir par les moyens légaux et l'Occident exploite cette situation aux fins d'affaiblir l'Etat-nation.»

Admettons que cela soit vrai, faudra-t-il aussi le démontrer. Ce à quoi Baba Sayed n'a pas jugé opportun, encore moins nécessaire de s'essayer. Le risque pour lui est que la bonne entente, voire plus, entre les monarchies du Golfe d'Arabie, les dictatures africaines et l'Occident le confronte à une patente contradiction.

D'ailleurs, il a relevé lui-même que certaines monarchies manipulent les islamistes au profit de l'Occident. «Le Qatar a une tâche précise qu'il mène à bien», a-t-il attesté, avant de se rendre à cette conclusion : «Manipulé par les monarchies et les principautés, l'islamisme politique paraît suspect.»

Le conférencier a dit, cependant, ne pas croire à une adhésion volontai-



Les monarchies du Golfe manipulent les islamistes.

re des islamistes, le cas des Frères musulmans en Égypte, aux manœuvres de l'Occident. «Je crains que les Frères musulmans ne s'éveillent à ses manœuvres.»

Baba Sayed a raisonné à partir du cas des Frères musulmans en Égypte car il estime que, là, l'accès des islamistes au pouvoir est l'aboutissement d'un processus politique qui date de 1928. D'ailleurs, il distingue bien entre les «révolutions» égyptienne, tunisienne et libyenne, même s'il reconnaît que toutes se sont réclamées de l'islam.

En Libye, les islamistes ont récolté le fruit de la guerre livrée par

l'Otan au régime de Kadhafi. En Tunisie, a voulu faire valoir Baba Sayed, la révolte a résonné d'un effet boomerang à l'entreprise d'arrimage de la société tunisienne à l'Occident, au détriment des valeurs et référents identitaires et culturels de cette dernière. On aura noté que le conférencier ne retient pas la privation des libertés, la dictature policière, l'injustice et la misère sociale comme entre autres éléments déclenchants et structurants de la révolte des Tunisiens. Aussi il ne retient pas le rôle des pouvoirs despotiques dans l'entretien des mouvements islamistes.

S. A. I.